



<http://www.le-mee-sur-seine.fr/>

Guide pratique – Dossiers d’urbanisme

Maire de Le Mée-sur-Seine

Service de l’urbanisme

555, route de Boissise BP 90 - 77350 Le Mée-sur-Seine

Horaires : **sur rendez-vous uniquement au 01.64.87.55.51**

Préalables : Pour constituer votre dossier, ce guide vous indique :

- Les modalités pratiques concernant la constitution du dossier et les formulaires.....Page 3.
- Les pièces à joindre à votre dossier et comment les établir avec des exemples..... Page 8.
- Le possible retrait administratif de l'autorisation d'urbanisme..... Page 18.
- Les dispositions obligatoires pendant et après le déroulement des travaux..... Page 20.
- Des informations concernant les aménagements extérieurs.....Page 22.
- Des informations concernant l'assainissement.....Page 23.
- Des informations concernant le Droit de préemption urbain.....Page 24.
- Des informations sur les aides à l'amélioration et la rénovation de l'habitat.....Page 25.

► Les formulaires sont disponibles :

- en mairie, au service urbanisme (sur rdv)
- ou sur le site internet : <https://www.service-public.fr/>

► Votre projet devra respecter le Plan Local d'Urbanisme que vous pouvez trouver en intégralité en mairie (à l'accueil ou au service urbanisme) et/ou sur <http://www.le-mee-sur-seine.fr/> et/ou sur <https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>

► Il est important de bien veiller à respecter **le bon nombre de formulaires à fournir ainsi que l'ensemble des pièces obligatoires**. A défaut, votre demande sera incomplète et une demande de pièces complémentaires sera effectuée. Ce qui reporte les délais d'instruction. **Merci également de bien respecter la codification des pièces ! (voir page 9)**

► **IMPORTANT** : Que faire lorsque vous avez commencé les travaux d'aménagements ou de construction sans en avoir informé la mairie ? **Votre projet est illégal, il est conseillé de vous rapprocher de votre mairie afin de régulariser votre situation.**

Vos Projets – Formulaire

d'autorisations d'urbanisme

Plusieurs types d'autorisations d'urbanisme existent, en fonction des travaux que vous souhaitez réaliser :

Une **déclaration préalable** de travaux est exigée pour des travaux non soumis à permis de construire : l'extension d'un bâtiment existant, des travaux modifiant l'aspect extérieur, des constructions nouvelles ou le changement de destination d'un bâtiment.

Le **permis de construire** concerne les constructions nouvelles, même sans fondation, de plus de 20 m² de surface de plancher ou d'emprise au sol. Pour les bâtiments existants, des travaux d'extension ainsi que le changement de destination peuvent également être soumis à permis.

Le **permis d'aménager** permet à l'administration de contrôler les aménagements affectant l'utilisation du sol d'un terrain donné (lotissement, camping, aire de stationnement).

La construction, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public (ERP) est soumis(e) à une réglementation différente selon que les travaux nécessitent ou non un permis de construire. Dans le cas où les travaux envisagés ne nécessitent pas de permis de construire, l'exploitant (ou le maître d'ouvrage) de l'ERP doit obtenir une **autorisation de travaux aux titres des ERP**.

La publicité extérieure nécessite une **autorisation préalable pour l'installation d'un dispositif ou matériel supportant de la publicité, une enseigne ou une pré-enseigne**.

Le **certificat d'urbanisme** indique les règles d'urbanisme applicables à un terrain donné. Le **certificat d'information** permet de disposer d'informations sur la situation d'un terrain, tandis que le **certificat opérationnel** apporte des informations sur la faisabilité du projet.

Le propriétaire d'un bien situé dans une zone définie par une collectivité en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement urbain doit, en priorité, proposer

la vente de son bien à cette collectivité par le biais d'une **déclaration d'intention d'aliéner**. C'est ce que l'on appelle le droit de préemption.

- **Déclaration Préalable :**

Informations :

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/FI7578>

Formulaires :

[Déclaration préalable pour une maison individuelle et/ou ses annexes - DPMI](#)

[Déclaration préalable \(construction, travaux, installations et aménagements non soumis à permis de construire\)](#)

[Déclaration préalable \(lotissements et autres divisions foncières non soumis à permis d'aménager\)](#)

- **Permis de construire :**

Informations :

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/FI986>

Formulaires :

[Demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes \(PCMI\)](#)

[Demande de permis de construire \(autre que portant sur une maison individuelle ou ses annexes\)](#)

[Attestations de prise en compte de la réglementation thermique 2012 \(RT 2012\)](#)

- **Permis d'aménager :**

Informations :

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/FI7665>

Formulaires :

[Demande de permis d'aménager](#)

- **Permis modificatif d'un permis de construire ou d'aménager :**

Informations :

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/FI9450>

Formulaires :

[Demande de modification d'un permis de construire en cours de validité](#)

- **Transfert d'un permis de construire ou d'aménager :**

Informations :

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2698>

Formulaires :

[Demander le transfert d'un permis de construire valide](#)

- **Autorisation de travaux aux titres des Etablissements recevant du public (ERP)**

Informations :

<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F31687>

[Définition d'un établissement recevant du public \(ERP\)](#)

Formulaires :

[Demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public \(ERP\)](#)

[Demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée \(Ad'ap\)](#)

[Dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des ERP aux règles d'accessibilité et de sécurité contre l'incendie et la panique](#)

- **Autorisation préalable pour l'installation d'un dispositif ou matériel supportant de la publicité, une enseigne ou une pré-enseigne :**

Informations :

<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F24301>

[Où est-il interdit d'apposer des publicités extérieures ?](#)

[Taxe locale sur les enseignes et publicités extérieures \(TLPE\)](#)

Formulaires :

[Demande d'autorisation préalable pour l'installation d'un dispositif ou matériel supportant de la publicité, une enseigne ou une pré-enseigne](#)

[Taxe locale sur la publicité extérieure](#)

- **Certificat d'urbanisme :**

Informations :

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1633>

Formulaires :

[Demande de certificat d'urbanisme](#)

- **Déclaration d'intention d'aliéner :**

Informations :

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/FI6>

Attention, un droit de préemption urbain renforcé s'applique à l'ensemble du territoire communal.

Formulaires :

[Déclaration d'intention d'aliéner ou demande d'acquisition d'un bien soumis à un droit de préemption](#)

Vous pouvez télécharger un plan cadastral pour vos projets sur le site suivant :

<https://www.cadastre.gouv.fr/scpc/accueil.do>

Les pièces constitutives des dossiers

Après avoir identifié le formulaire que vous devez remplir (en fonction des travaux entrepris), il vous faut constituer les pièces à joindre au formulaire.

Pour cela, il convient de se reporter au bordereau de dépôt des pièces jointes, qui liste les pièces obligatoires à fournir.

Certaines pièces sont obligatoires pour tous dossiers (comme **le plan de situation et le plan de masse côté dans les 3 dimensions**).

D'autres pièces sont à joindre en fonction de la nature de vos travaux.

N'oubliez pas de codifier correctement vos pièces en vous référant au Bordereau de dépôt des pièces.


Le « Bordereau de dépôt des pièces jointes » vous renseigne sur la codification des documents.

DP1, DP2, ... pour une Déclaration Préalable.

PCMI1, PCMI2, ... pour un Permis de Construire.

Il est important de reporter cette codification sur chaque pièce.

Déclaration Préalable - DP



Bordereau de dépôt à une déclaration

Constructions et travaux neufs portant sur une maison individuelle

Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre dossier.

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre dossier, consultez le site internet de la mairie ou du service départemental de l'urbanisme.

Cette liste est exhaustive et aucune pièce n'est obligatoire.

Vous devez fournir deux dossiers complets dans le cas général. Les pièces supplémentaires nécessaires si votre projet est situé dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national...) ou si des travaux de suppression de constructions existantes sont prévus. Chaque dossier doit comprendre un exemplaire du formulaire de demande, parmi celles énumérées ci-dessous [Art. R.423]. En outre, cinq exemplaires supplémentaires des pièces DP1, DP2, DP3, DP4 et DP5 doivent être fournis avec l'instruction de votre demande, afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis.

Attention : toutes les pièces ne sont pas à joindre systématiquement. Seule la pièce DP1 (plan de situation) est à joindre obligatoirement.

1) Pièce obligatoire pour tous les dossiers :

<input checked="" type="checkbox"/>	DP1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-36 a]
-------------------------------------	---


2) Pièces complémentaires à joindre selon la nature ou la situation de votre projet :

<input checked="" type="checkbox"/>	DP2. Un plan de masse coté dans les 3 dimensions [Art. R. 431-10 b]. À fournir si votre projet crée une construction ou modifie le profil du terrain (exemples : véranda, abri de jardin...)
<input checked="" type="checkbox"/>	DP3. Un plan en coupe précisant l'implantation de la construction sur le terrain [Art. R.431-10b) du code de l'urbanisme] À fournir si votre projet modifie le profil du terrain (exemple : terrassement, creusement, exhaussement...)
<input checked="" type="checkbox"/>	DP4. Un plan des façades et des toitures [Art. R.431-10 c) du code de l'urbanisme] À fournir si votre projet les modifie (exemple : pose d'une nouvelle façade, modification de la toiture...). Inutile pour un simple ravalement de façade.
<input checked="" type="checkbox"/>	DP5. Une représentation de l'aspect extérieur de la construction [Art. R.431-36c) du code de l'urbanisme] À fournir uniquement si la pièce DP4 est insuffisante pour caractériser l'aspect extérieur de la construction.

3) Pièces à joindre si vous créez ou modifiez un monument historique ou si votre projet se situe dans le périmètre de protection des monuments historiques :
(En dehors des périmètres de protection des monuments historiques, pour une piscine couverte ou une véranda qui sera visible depuis l'extérieur, pour une piscine non couverte qui ne se verra pas depuis l'extérieur...)

<input checked="" type="checkbox"/>	DP6. Un document graphique permettant d'apprécier l'aspect de la construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c du code de l'urbanisme]
<input checked="" type="checkbox"/>	DP7. Une photographie permettant de situer le terrain dans son environnement [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme]
<input checked="" type="checkbox"/>	DP8. Une photographie permettant de situer le terrain dans son environnement justifiée qu'aucune photographie de loin n'est possible [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme]

Permis de construire - PC



Bordereau de dépôt à une demande de permis de construire

une maison individuelle

Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre dossier.

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre dossier, consultez le site internet de la mairie ou du service départemental de l'urbanisme.

Cette liste est exhaustive et aucune pièce n'est obligatoire.

Vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un formulaire de demande, d'un plan de situation et d'un plan de masse. Les pièces supplémentaires nécessaires à l'instruction de votre permis, parmi celles énumérées ci-dessous, sont parfois nécessaires si votre projet est situé dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national...) ou si des travaux de suppression de constructions existantes sont prévus. Cinq exemplaires supplémentaires des pièces PCMI1, PCMI2 et PCMI3 doivent être fournis avec l'instruction de votre demande, afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

	Pièce
<input checked="" type="checkbox"/>	PCMI1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-7 a]
<input checked="" type="checkbox"/>	PCMI2. Un plan de masse des constructions à édifier [Art. R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]
<input checked="" type="checkbox"/>	PCMI3. Un plan en coupe du terrain et de la construction [Art. R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]
<input checked="" type="checkbox"/>	PCMI4. Une notice décrivant le terrain et présentant les caractéristiques de la construction [Art. R. 431-10 c) du code de l'urbanisme]
<input checked="" type="checkbox"/>	PCMI5. Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 c) du code de l'urbanisme]
<input checked="" type="checkbox"/>	PCMI6. Un document graphique permettant d'apprécier l'aspect de la construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c) du code de l'urbanisme]
<input checked="" type="checkbox"/>	PCMI7. Une photographie permettant de situer le terrain dans son environnement [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ¹
<input checked="" type="checkbox"/>	PCMI8. Une photographie permettant de situer le terrain dans son environnement justifiée qu'aucune photographie de loin n'est possible [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ²

2) Pièces à joindre selon la nature ou la situation de votre projet :

	Pièce
Si votre projet se situe dans un lotissement :	
<input type="checkbox"/>	PCMI9. Le certificat indiquant la surface constructible [Art. R. 442-11 1er al du code de l'urbanisme]
<input type="checkbox"/>	PCMI10. Le certificat attestant l'achèvement des équipements [Art. R. 431-22-1 a) du code de l'urbanisme]
Si votre projet se situe dans une zone d'aménagement concerté :	
<input type="checkbox"/>	PCMI11. Une copie des dispositions du cahier de charges [Art. R. 431-22-1 b) du code de l'urbanisme] indiquent le nombre de m ² constructibles sur la parcelle, le nombre de constructions autorisées, le cahier des charges, qui fixent les prescriptions techniques imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-22-1 c) du code de l'urbanisme]
<input type="checkbox"/>	PCMI12. La convention entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le titulaire de la participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-22-1 d) du code de l'urbanisme]

DP1 ou PCMI1 - PLAN DE SITUATION DU TERRAIN

Il permet de connaître la situation du terrain à l'intérieur de la commune afin de savoir quelles règles d'urbanisme s'appliquent dans la zone où est situé votre projet.

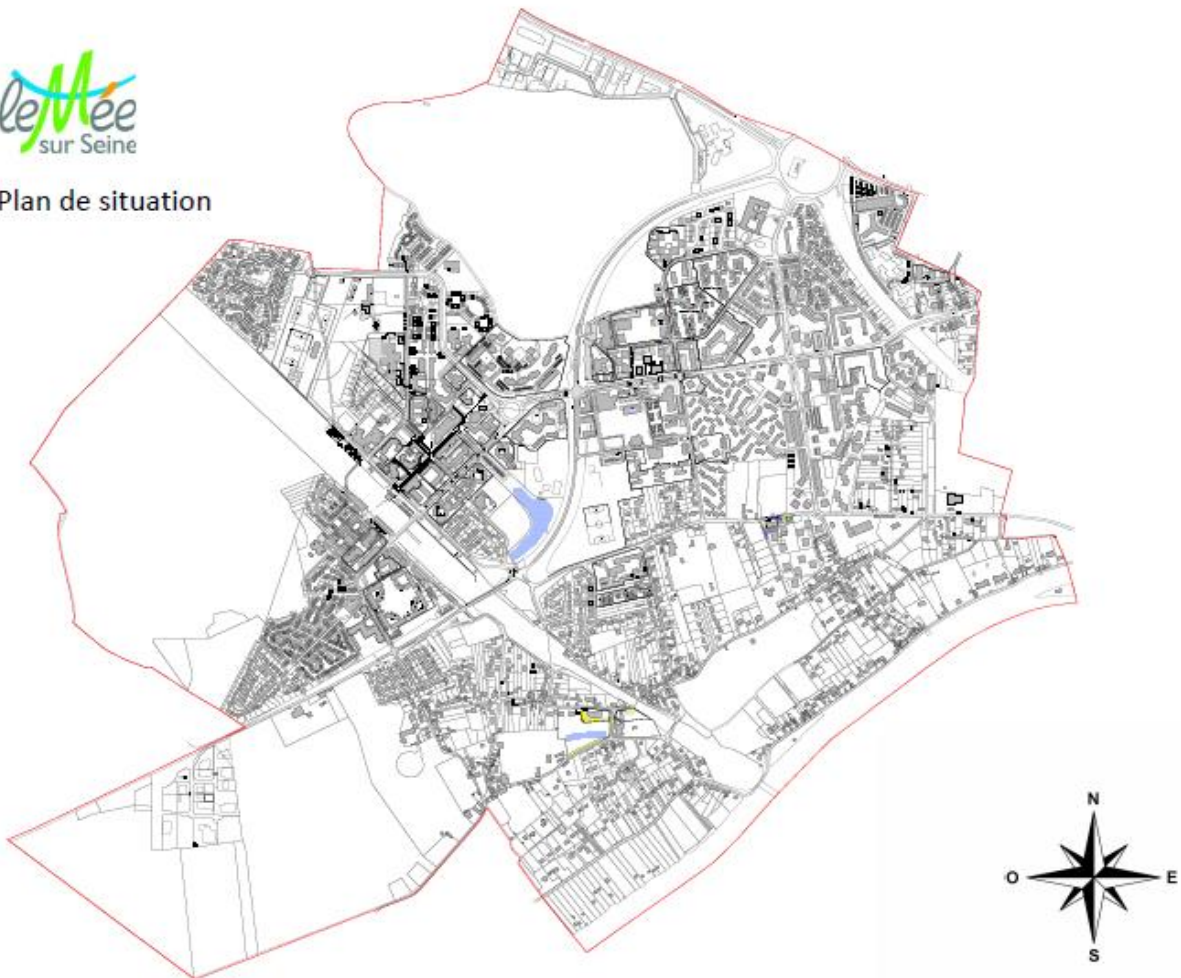
Il permet également de savoir s'il existe des servitudes.

Informations obligatoires :

- ⇒ Orientation (Nord)
- ⇒ Positionner le terrain par une croix
- ⇒ Mentionner la codification exacte, soit :
 - * **DP1** (Déclaration Préalable),
 - * **PCMI1** (Permis de Construire),



Plan de situation



DP2 ou PCMI2 - PLAN DE MASSE

Il permet d'avoir une vision précise de l'état actuel du terrain et permet d'apprécier l'intégration du projet d'aménagement par rapport au terrain.

Il permet également de vérifier que les futures constructions respectent les différentes règles d'implantation et de hauteur, y compris par rapport aux constructions existantes, s'il y en a.

Informations obligatoires :

- L'échelle et l'orientation (Nord)
- Le projet coté en 3 dimensions (longueur, largeur, cotes: hauteurs, métriques et NGF)
- Les distances du projet par rapport aux limites séparatives, à la voie et aux bâtiments existants sur la propriété,
- Le(s) bâtiment(s) existant(s) sur le terrain,
- Plantations maintenues, supprimées, créées,
- Implantation des réseaux : eau, électricité, assainissement,
- Accès à la parcelle depuis le domaine public,

Vous devez indiquer l'endroit à partir duquel les deux photos ont été prises (côté rue) avec leurs angles, permettant de situer le terrain dans l'environnement proche (DP7 ou PCMI7) et celle permettant de situer le terrain dans le paysage lointain (DP8 ou PCMI8).

*NGF: Nivellement Général de France (cote altimétrique) que vous pouvez trouver sur le site : <https://geodesie.ign.fr/>

Le plan cadastral français disponible en ligne est un service qui vous permet de rechercher, visualiser et consulter les plans et éditer gratuitement des extraits : <https://cadastre.gouv.fr/scpc/accueil.do>

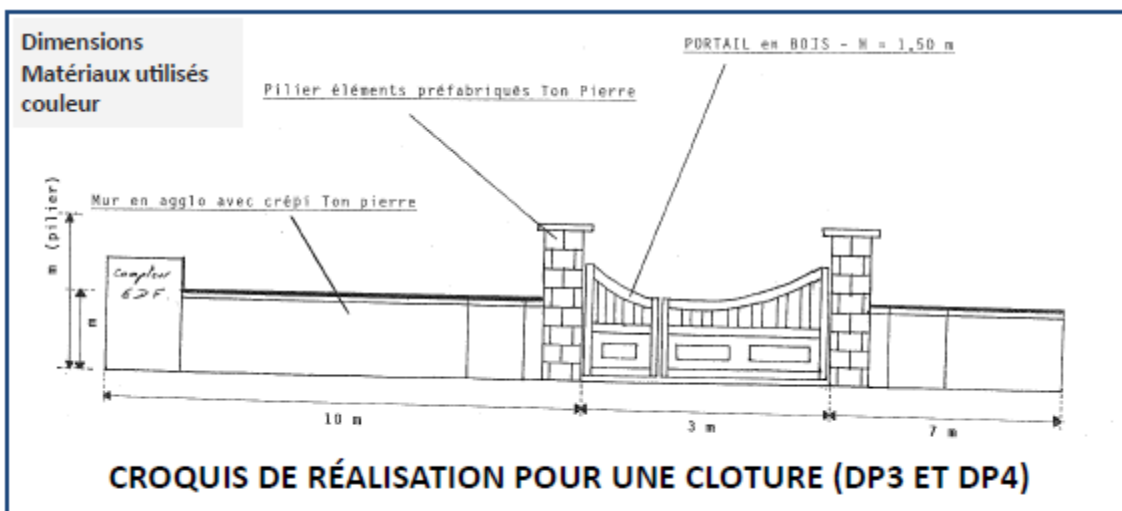
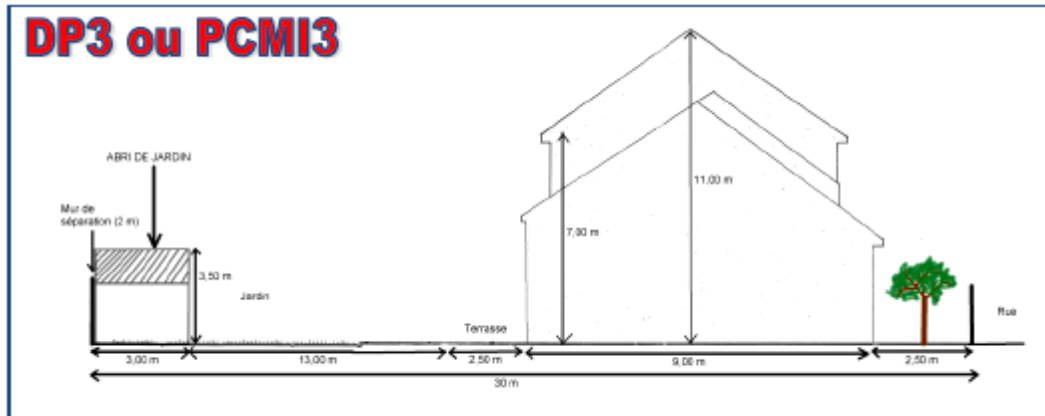
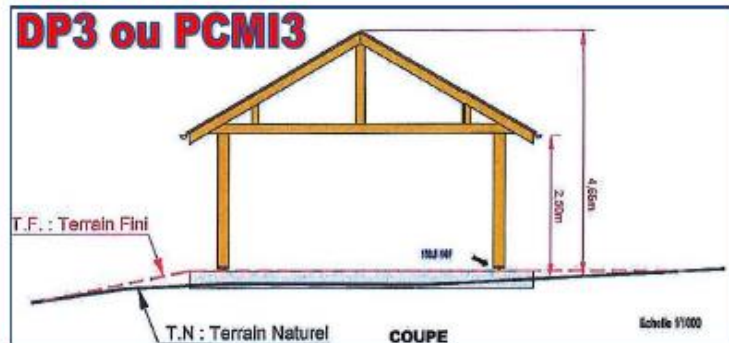
Ce document n'est toutefois pas opposable.

DP3 ou PCMI3 - PLAN EN COUPE DU TERRAIN ET DE LA CONSTRUCTION

Il permet de connaître les dimensions exactes (hauteur, largeur) du projet par rapport au terrain. Représentez un plan de coupe à l'échelle et indiquez :

Informations obligatoires :

- ⇒ Echelle,
- ⇒ Cotes au faîtage et à l'égout du toit par rapport au terrain naturel,
- ⇒ Profil du terrain naturel et du terrain futur si modification (TN/TF),
- ⇒ Codification du document.



DP4 ou PCMI5 - PLAN DES FAÇADES ET DES TOITURES

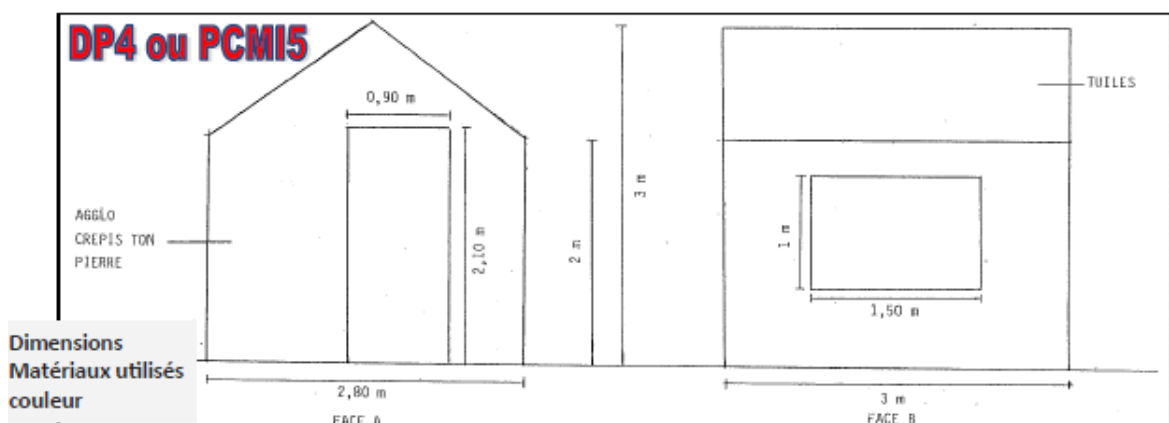
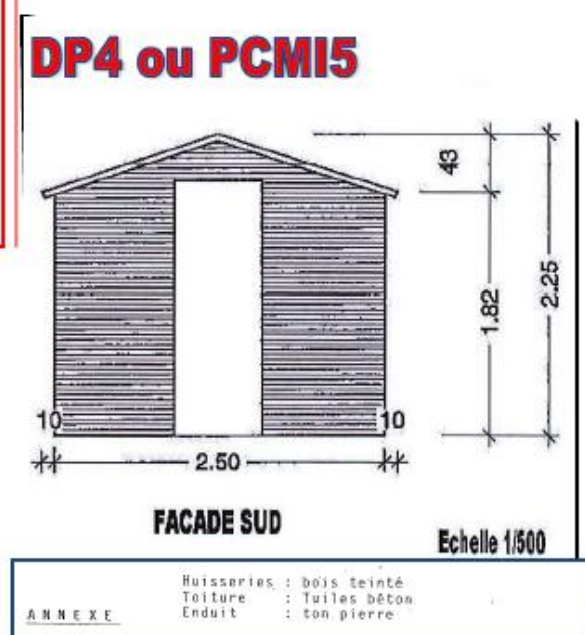
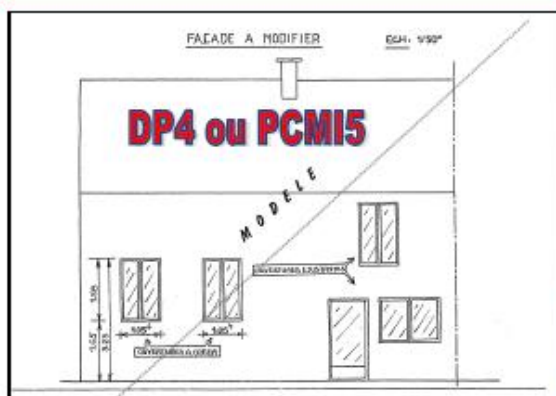
Les plans des façades et des toitures permettent d'apprécier quel sera l'aspect extérieur de la construction et/ou ses modifications.

Choisissez une échelle permettant d'avoir une vue suffisamment précise de l'aspect général des façades et des toitures des constructions concernées par votre projet. Il faut fournir le plan de la ou des façade(s) concernée(s) des constructions, qu'elles aient ou non des ouvertures.

Ils doivent faire apparaître la composition d'ensemble de chaque façade, la répartition des matériaux et leurs aspects, les éléments de décors (moultures ou corniches), les portes, les fenêtres, les cheminées et plus généralement tout ce qui se voit de l'extérieur.

Informations obligatoires :

- ⇒ Echelle et l'orientation,
- ⇒ Façades du projet y compris toitures,
- ⇒ Façades de l'existant en cas de modifications.
- ⇒ Codification du document.



PCMI4 - Une notice décrivant le terrain et présentant le projet

La notice descriptive est un document obligatoire à fournir uniquement pour un permis de construire.

La notice doit présenter le projet, mais aussi le terrain sur lequel la construction est envisagée.

- Présentation du terrain : (avant et après)

Les particularités, la situation, s'il est à l'état naturel (non construit),

La végétation existante : arbres, haies de clôture ...),

- Présentation du projet de construction :

Détailler l'objet de la construction ainsi que les points principaux caractérisant le projet : l'environnement, l'aspect, la volumétrie, les matériaux et les couleurs de la construction..)

DP5 - UNE REPRÉSENTATION DE L'ASPECT EXTÉRIEUR DE LA CONSTRUCTION

Ce document permet de faire apparaître les modifications projetées [Art. R.431-36c) du code de l'urbanisme].

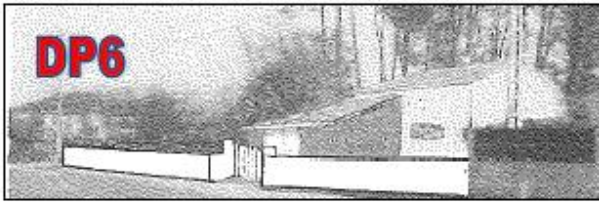
À fournir uniquement si la pièce DP4 est insuffisante pour montrer la modification envisagée.

DP6 ou PCMI6 - DOCUMENT GRAPHIQUE PERMETTANT D'APPRECIER L'INSERTION DU PROJET DE CONSTRUCTION DANS SON ENVIRONNEMENT.

Il permet d'apprécier l'impact paysager du projet dans son environnement.

Perspective d'insertion à réaliser avec un croquis ou une photographie (montage photographique ou simulation informatique).

EXEMPLES :





DP7 ou PCMI7 - UNE PHOTOGRAPHIE PERMETTANT DE SITUER LE TERRAIN DANS L'ENVIRONNEMENT PROCHE

Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R.431-10 d) du code de l'urbanisme].



DP8 ou PCMI8 - UNE PHOTOGRAPHIE PERMETTANT DE SITUER LE TERRAIN DANS LE PAYSAGE LOINTAIN

Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain, sauf si vous justifiez qu'aucune photographie de loin n'est possible [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme].



Avant tout début de travaux !!

Le possible Retrait administratif de l'autorisation d'urbanisme

Lorsqu'un maire accorde une autorisation d'urbanisme, il envoie le dossier au préfet pour que celui-ci contrôle sa légalité. L'autorisation d'urbanisme concernée peut être un permis de construire, de démolir, d'aménager ou une déclaration préalable.

En cas d'illégalité de l'autorisation, le préfet demande au maire de la retirer. Le maire peut également la retirer de lui-même dès lors qu'il s'aperçoit de son illégalité. Dans ces cas, il prend alors un arrêté de retrait. Cet arrêté annule purement et simplement le permis. Il est alors considéré comme n'ayant jamais existé.

Le retrait administratif de permis de construire peut intervenir dans les 3 mois qui suivent la date de son obtention. Il est donc conseiller d'attendre la fin de ce délai avant d'entamer tous travaux !!

Si la mairie n'a ni accepté ni refusé le permis de construire avant la fin du délai d'instruction, on considère qu'il y a obtention tacite du permis (sauf exceptions). La date retenue pour l'obtention du permis est alors la date de fin du délai d'instruction. Le délai de retrait de 3 mois commence également à partir de cette date.

Le cas particulier du retrait pour fraude

Attention, il existe un cas particulier de retrait administratif de permis de construire pour lequel il n'y a pas de délai !

En effet, « *un permis de construire obtenu par fraude ne crée pas de droits au profit de son bénéficiaire de sorte que l'autorité qui l'a délivrée est tenue d'en opérer le retrait sans délai dès lors qu'un tiers lui demande ce retrait et que le permis de construire est illégal* » (CAA Marseille, 19 mai 2011, req. n° 09MA02311).

Concrètement, en cas de fraude avérée, le maire annulera purement et simplement votre permis, potentiellement des années après la fin de la construction ! Une fraude peut être par exemple : une cote de terrain fausse qui, si sa vraie valeur avait été donnée, n'aurait pas permis de réaliser le projet conformément à la réglementation, des arbres protégés abattus peu de temps avant le dépôt de PC, une fausse déclaration de surface de plancher ou d'emprise au sol (existantes ou à créer), une signature de complaisance d'architecte, une usurpation du titre d'architecte, toute autre fausse déclaration ayant pour but d'induire l'administration en erreur, etc...

De plus, vous encourez également des poursuites et des sanctions pénales, en plus de l'annulation de votre permis de construire.

Quelles conséquences en cas de retrait ?

Un permis de construire retiré est réputé n'avoir jamais existé. Pour construire votre projet, vous devrez alors déposer une nouvelle demande de PC, cette fois-ci conforme à la réglementation.

Si vous avez débuté les travaux lorsque le retrait survient, c'est plus problématique. Soit vous pouvez encore modifier votre construction pour la mettre en conformité avec le nouveau PC, et vous limitez la casse. Soit il est impossible de modifier la construction, et vous risquez une condamnation à démolir et de lourdes amendes.

Vous pouvez également contester le retrait et faire un recours auprès du tribunal administratif pour que votre PC initial soit rétabli.

Dispositions obligatoires pendant le déroulement des travaux

Après obtention de votre autorisation d'urbanisme, il convient d'opérer les démarches suivantes :

- **Affichage de l'autorisation d'urbanisme sur le terrain :**

Informations :

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1988>

Attention, le panneau doit être affiché sans interruption pendant 2 mois, même si les travaux sont d'une durée inférieure. Il doit rester en place jusqu'à la fin des travaux d'une durée supérieure.

En cas de contestation, il vous appartient d'apporter la preuve que vous avez bien rempli les formalités d'affichage.

Vous pouvez trouver des modèles de panneau dans certaines enseignes de magasins ou sur le site internet : <http://www.le-mee-sur-seine.fr/>

- **Déclaration d'ouverture de chantier :**

La déclaration d'ouverture de chantier est un document qui permet de signaler à la mairie le commencement de ses travaux. Elle doit **obligatoirement être adressée dès le commencement des travaux.**

Informations :

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1992>

Formulaires :

[Déclaration d'ouverture de chantier](#)

- **Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux :**

Le titulaire d'une autorisation d'urbanisme doit adresser une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) à la mairie pour signaler la fin des travaux. Cette **déclaration est obligatoire** pour les travaux issus d'un permis de construire, d'aménager ou d'une déclaration préalable de travaux.

Informations :

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/FI997>

Aménagements extérieurs

Vous trouverez ici des liens vous permettant d'obtenir des informations concernant certains types d'aménagements extérieurs spécifiques.

- **Piscine :**

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F31404>

- **Abri de jardin :**

[https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F662\\$](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F662$)

- **Installation d'annexes extérieures dans son jardin :**

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F31471>

- **Maison : travaux extérieurs :**

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F31473>

- **Panneaux photovoltaïques :**

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F31487>

- **Caravane :**

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F620>

Assainissement

Concernant toutes questions relatives à **l'assainissement**, il convient de se rapprocher de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, compétente en la matière :

Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine

Service environnement

297, rue Rousseau Vaudran

CS 30187 - 77 198 Dammarie-lès-Lys

01.64.79.25.25

<https://www.melunvaldeseine.fr/>

Pour plus d'informations :

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F447>

Droit de préemption urbain

Informations :

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/N21886>

Un droit de préemption urbain renforcé s'applique sur l'ensemble du territoire communal.

De même, un droit de préemption sur les fonds artisanaux, de commerce et les baux commerciaux est applicable sur l'ensemble du territoire de la commune.

Aides à l'amélioration et la rénovation de l'habitat

Des aides et prêts peuvent être accordés pour réaliser des travaux d'amélioration dans votre logement (accessibilité, installation d'équipements...) ou des travaux de rénovation énergétique.

Informations :

<https://www.melunvaldeseine.fr/au-quotidien/habitat/ameliorer-mon-logement/mon-plan-renov-le-coup-de-pouce>

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/FI328>

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/FI613>

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F35083>